



Direction territoriale Ouest

26 août 2015

Note relative à la problématique du taux de pénétration du FttH dans les résidences secondaires

Les résidences secondaires dans les dossiers FSN

La problématique des résidences secondaires est abordée de manière hétérogène dans les dossiers soumis au FSN. Elle n'est abordée que dans les dossiers des départements qui comptent un taux élevé, voire très élevé, de résidences secondaires, ou dans certaines communes qui bénéficieront d'une couverture FttH.

Les candidats, qui sont déterminés à respecter les règles de complétude imposées par la réglementation en dehors de la zone très dense, se résignent à construire des réseaux FttH mais sont souvent très pessimistes quant au taux de pénétration attendu dans les résidences secondaires, qui peut descendre dans certaines estimations, jusqu'à 10%.

Un taux aussi bas peut poser la question de la pertinence et du réalisme économique à déployer un réseau qui exige un investissement important et pour lequel, au final, le coût à la ligne sera multiplié par 10, compte tenu des 90% de lignes construites qui pourraient rester en stock durablement.

Les raisons objectives pour expliquer ce faible taux de pénétration sont multiples : un abonnement de téléphonie mobile permet dès maintenant d'utiliser l'internet pour lire ses courriels et naviguer assez confortablement sur des sites web, touristiques ou autres, voire regarder des vidéos. A plus forte raison si la 4G est disponible, ce qui est déjà le cas dans les zones fortement touristiques, sur le littoral ou à la montagne. Il suffit d'examiner une carte de couverture mobile pour s'en convaincre. (en annexe : carte 1 d'Orange au 1er juillet 2015). A moyen terme, le refarming 1800MHz pourra permettre d'agréger les bandes de fréquences et de disposer de débits encore meilleurs (20MHz en 800MHz + 15-20MHz en 1800MHz). D'ailleurs, SFR et Orange couvrent en GSM1800 la quasi totalité des sites touristiques d'importance.

A titre d'exemple, une offre 4G fixe restreinte à l'entreprise

Huawei Flybox E5180 4G

Un routeur 4G design et de faible encombrement



→ lire le(s) 1 avis → donner un avis

La **Flybox E5180 4G** (WiFi/4G/H+/3G+) est un routeur à mi-chemin entre une Livebox et un Domino.

Ce routeur permet de partager jusqu'à 32 connections WiFi et dispose d'un port Fast Ethernet. Sa contrainte d'être branchée en permanence à une prise électrique, limite son utilisation en nomadisme.

Elle permet de raccorder les utilisateurs souhaitant accéder à Internet et à leur réseau d'entreprise :

- situés/ayant des sites situés dans des zones blanches/grises
- ou attendant la création d'une ligne ADSL ou fibre
- ou en back up en cas de coupure ADSL
- ou ayant besoin d'une couverture temporaire sur un lieu non raccordé (chantier, bureaux de vente immobilier, foires, salons)
- ou sur les concessions (aéroports/gares), en alternative à l'ADSL du concessionnaire.

La Flybox E5180 4G est dédiée à l'offre Multi Connections Everywhere.

Devant ce constat, le groupe ANT du Cerema a souhaité déterminer de façon aussi objective que possible cette faiblesse pressentie du taux de pénétration du FttH dans les résidences secondaires.

La méthodologie

La méthodologie utilisée s'appuie sur les calculs suivants :

- le **taux moyen réel de pénétration** du cuivre par département a été établi en divisant le nombre de logements et de locaux à usage professionnel (à partir de la base Géolocal¹) par le nombre de lignes déclarées par Orange dans son fichier PODI (Paires Occupées en Distribution = fichiers des lignes du réseau téléphonique cuivre utilisées).

- Un taux moyen de pénétration a ensuite été calculé à partir des dix départements comptant le plus faible nombre de résidences secondaires, en considérant que, dans ces départements, la présence de résidences secondaire est suffisamment faible pour ne pas impacter ce taux. Ce calcul permet d'approcher le taux de pénétration des lignes en cuivre dans les résidences principales et les locaux à usage professionnel.

- Ce taux moyen a été appliqué à chaque département pour estimer ce qu'aurait été le nombre de lignes si le département n'avait pas compté de résidences secondaires.

Le delta négatif entre ce nombre estimé et le nombre réel de lignes en cuivre indique un déficit qui varie en fonction du nombre de résidences secondaires du département, ce qui amène à penser que les propriétaires de résidences secondaires ne souscrivent pas d'abonnement téléphonique, compte tenu sans doute d'une durée d'occupation annuelle réduite.

Analyse par département

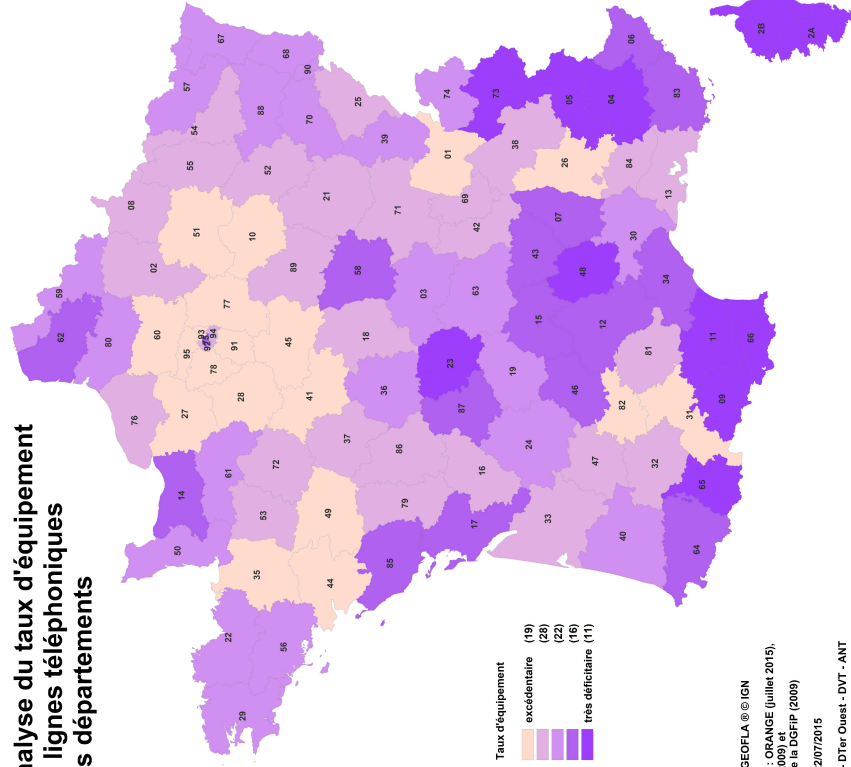
Les résultats cartographiés ci-dessous permettent de distinguer 5 types de départements, allant de légèrement excédentaires (19 départements) à très déficitaires (11 départements). La carte du taux d'équipement en lignes en cuivre par département est mise en regard avec la carte du taux de résidences secondaires par département.

Il apparaît relativement clairement une corrélation entre les deux phénomènes : fort taux de résidences secondaires et fort déficit de lignes téléphoniques fixes. C'est particulièrement flagrant dans les départements 05, 73, 04, 66 par exemple. En outre, nombre de lignes aujourd'hui actives dans des résidences secondaires et donc figurant dans le fichier PODI d'Orange, ne servent qu'à la téléphonie RTC et pas pour un abonnement ADSL. Ce dernier s'approche davantage de l'usage du FttH puisqu'il permet un accès à haut débit à l'internet.

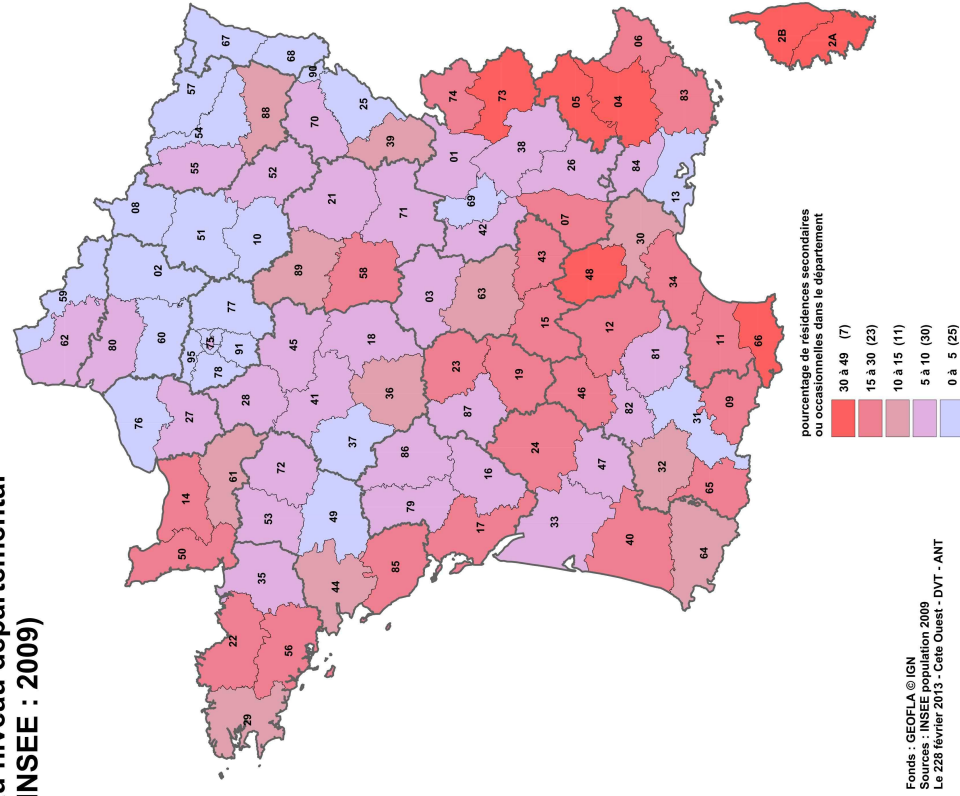
On peut imaginer que cet usage restreint à l'ADSL de la ligne en cuivre diminue encore, de manière toutefois impossible à quantifier par le groupe ANT, le nombre de locaux pour lesquels un raccordement à la fibre optique sera demandé.

¹ Produite par le Cerema

Analyse du taux d'équipement en lignes téléphoniques des départements



Pourcentage des résidences secondaires au niveau départemental (INSEE : 2009)



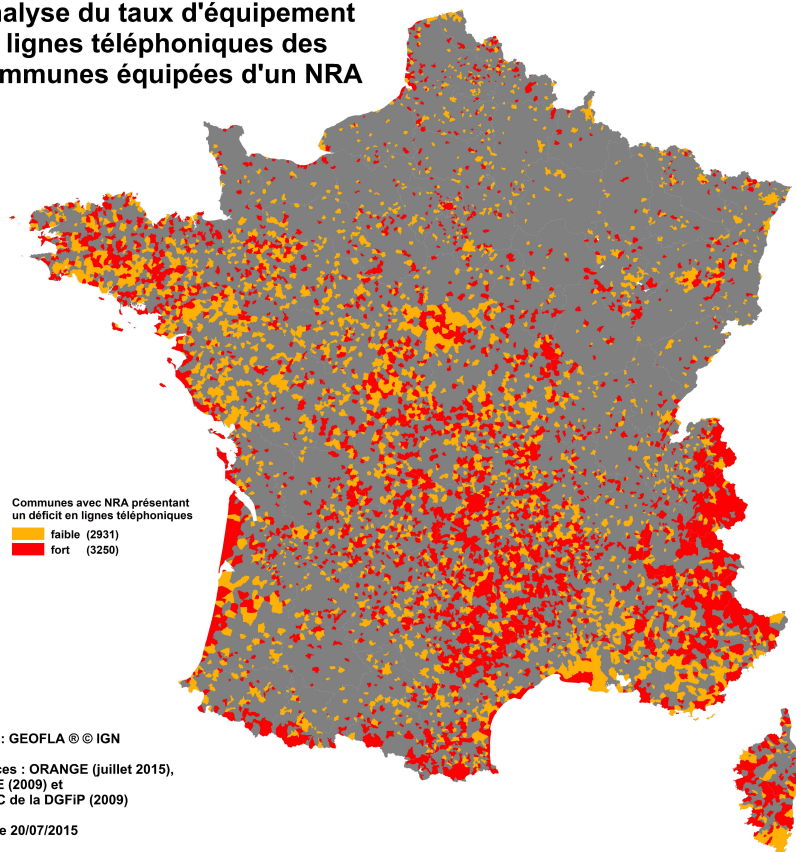
Analyse par commune

Pour une lecture plus fine à l'échelle communale, la même méthode de calcul d'un taux de pénétration moyen dans les départements a été appliquée à toutes les communes qui hébergent un NRA.

Pour une meilleure lisibilité du phénomène observé, n'ont été cartographiées dans ces communes que deux classes de déficit de lignes : faible ou fort, au lieu de 5 classes pour les départements. Les communes sans NRA apparaissent en gris, tout comme les communes ayant un excédent de lignes.

Cette représentation comporte un léger biais car le NRA d'une commune peut également desservir plusieurs communes voisines, ce qui augmente de fait son taux de lignes téléphoniques et indique un taux de pénétration plus fort que dans la réalité. Néanmoins, la corrélation observée à l'échelle départementale entre déficit de lignes et nombre de résidences secondaires semble très largement se confirmer ainsi que l'indiquent les cartes ci-dessous.

Analyse du taux d'équipement en lignes téléphoniques des communes équipées d'un NRA



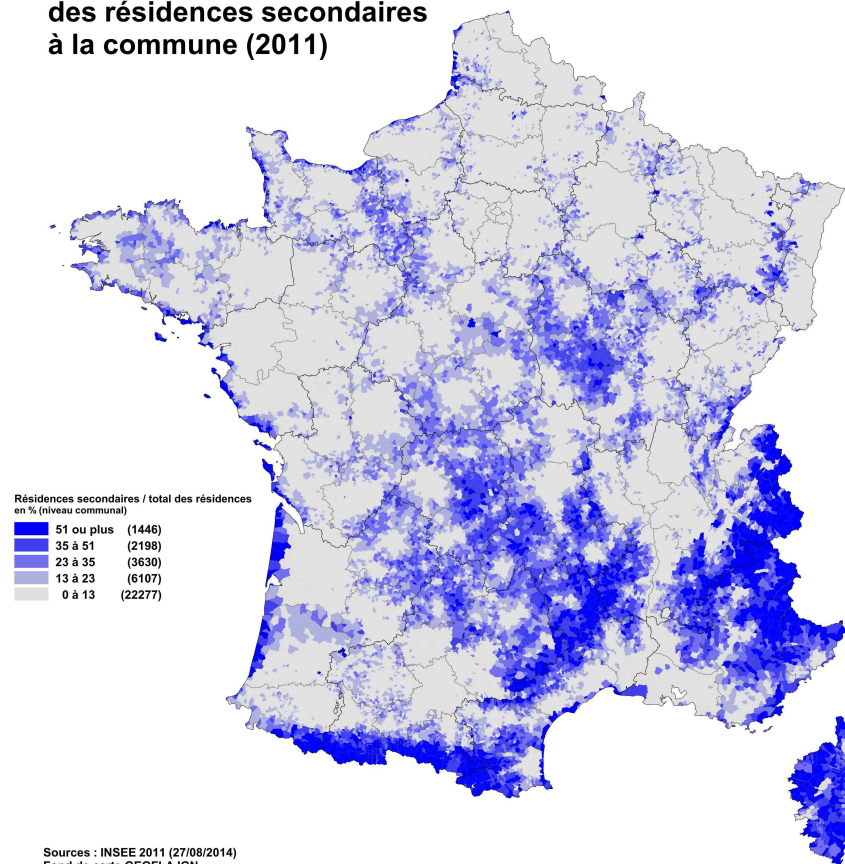
Fond : GEOFLA © IGN

Sources : ORANGE (juillet 2015),
INSEE (2009) et
MAJIC de la DGFIP (2009)

créé le 20/07/2015

Cerema - DTer Ouest - DVT - ANT

Pourcentage des résidences secondaires à la commune (2011)



Sources : INSEE 2011 (27/08/2014)

Fond de carte GEOFLA IGN

Créé le 24/03/2015 : CEREMA - DTerOuest - DVT - ANT

Un examen rapide de ces cartes permet de conclure que, **de manière générale, les communes ayant une forte proportion de résidences secondaires présentent un déficit de lignes téléphoniques fixes élevé.** Elles se trouvent essentiellement :

- sur le littoral (excepté le département des Bouches-du-Rhône en raison d'un faible taux de résidences secondaires),
- dans les zones montagneuses, y compris les massifs anciens comme l'Auvergne, les Monts d'Arrhée en Bretagne, les Vosges ou le Morvan,
- en Corse qui cumule les deux typologies de territoires.

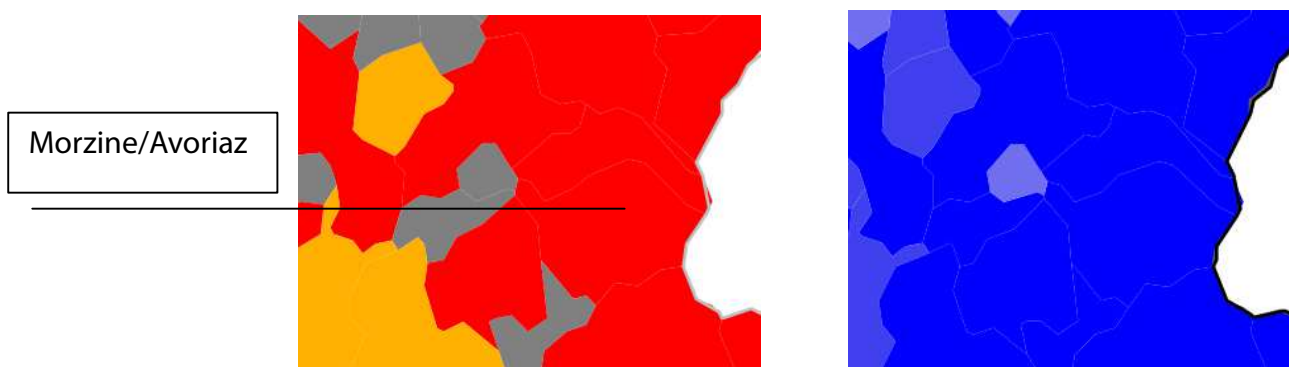
Ci-dessous, un zoom sur l'EPCI Cap Atlantique (en zone AMII) avec La Baule, troisième ville de Loire-Atlantique pour le nombre de logements collectifs qui sont, pour l'essentiel, de l'immobilier de tourisme.

Les communes en bleu foncé comptent plus de 50% de résidences secondaires.



NB : les communes en gris ne sont pas équipées de NRA.

Cas d'une station de ski de Haute-Savoie



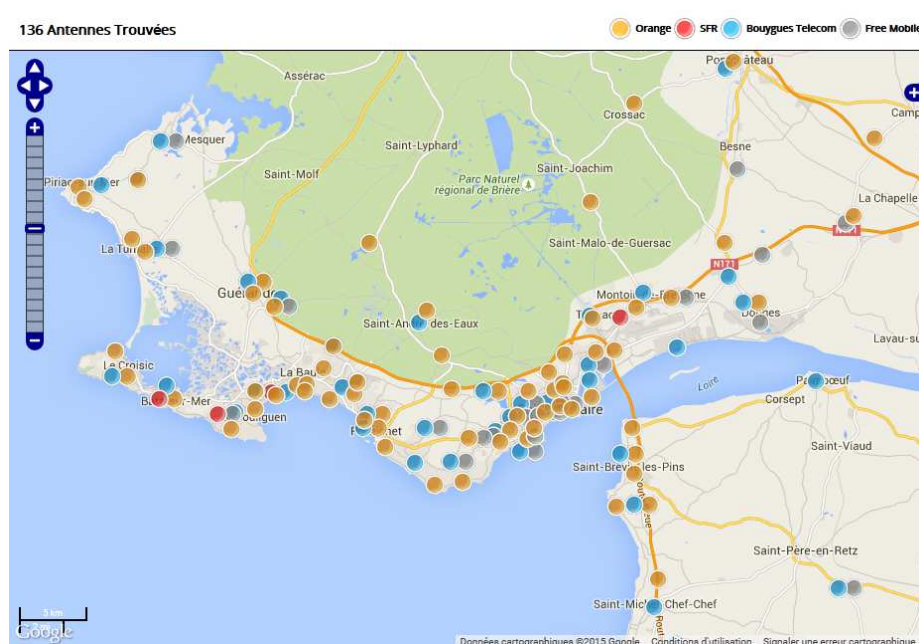
Un examen plus approfondi permet cependant de noter des exceptions comme en Normandie par exemple, où il semble y avoir peu de communes à fort déficit. Les habitants d'Ile-de-France, nombreux à posséder une maison de campagne dans cette région, ont peut-être besoin du téléphone fixe si la couverture mobile n'y est pas suffisante, voire pour télé-travailler ou pour encore installer une télé-alarme. Il serait utile pour le vérifier de connaître le taux d'abonnement à l'ADSL dans ces communes.

La cohérence avec la couverture mobile

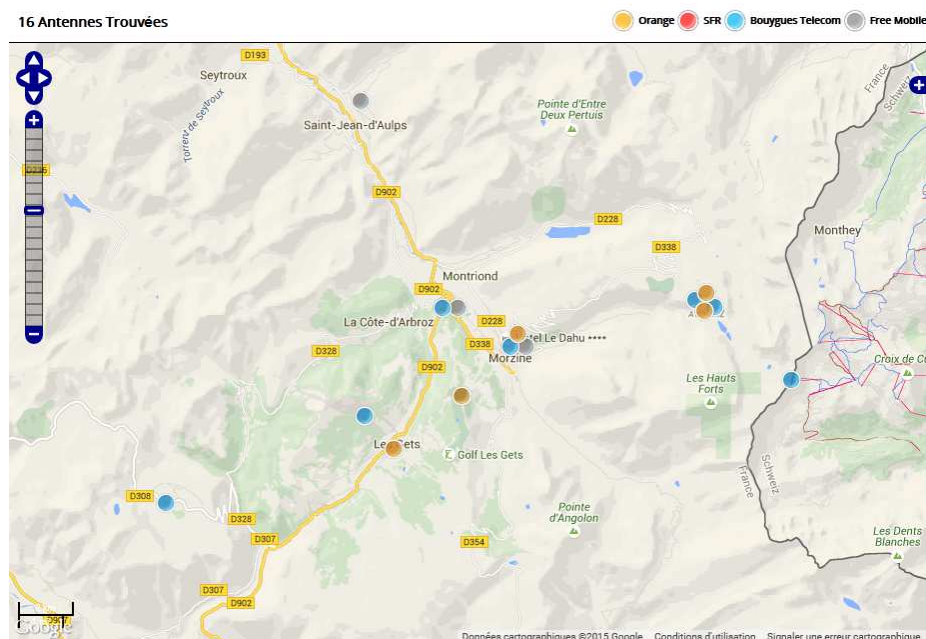
La carte ci-dessous présente, à titre d'exemple car le phénomène se constate sur l'ensemble du littoral, les antennes des quatre opérateurs mobiles en 4G à La Baule et ses environs. Il apparaît clairement que les opérateurs ont concentré leurs efforts de déploiement du nouveau réseau mobile à très haut débit sur le littoral touristique.

Si les occupants des résidences secondaires, locataires ou propriétaires, ont besoin d'accéder à l'internet à très haut débit, y compris pour regarder des vidéos, la solution la plus économique est un abonnement 4G, qu'ils auront certainement déjà souscrit par ailleurs. En conséquence, il semble peu probable qu'ils s'abonnent au FttH.

Extrait de www.antennesmobiles.fr



Sur l'exemple d'un site montagneux, bien que le nombre d'antennes y soit bien inférieur à celui de l'exemple ci-dessus, on constate que les opérateurs ont déjà déployé des antennes dans les stations de ski.



Conclusion : quels réseaux FttH construire là où les résidences secondaires sont nombreuses ?

Pour une bonne utilisation des fonds publics, les collectivités porteuses de projets de déploiement de réseaux FttH devraient prendre en compte systématiquement le taux de résidences secondaires de leurs territoires en faisant réaliser des études d'ingénierie qui, tout en respectant la réglementation, permettent de limiter les investissements inutiles.

Cette question concerne également les investissements privés (communes en zone AMII, comme La Baule).

Quels réseaux FttH construire dans les zones à forte présence de résidences secondaires ? Telle est la question à se poser, qu'il s'agisse des pouvoirs publics, État, collectivités territoriales, du régulateur ou des opérateurs privés de communications électroniques.

Il serait intéressant que l'ARCEP, dans le même esprit pragmatique avec lequel elle s'est attaquée au chantier de l'habitat isolé à travers sa consultation publique "Mise en œuvre de l'obligation de complétude des déploiements des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné en dehors des zones très denses" propose aux acteurs du marché un assouplissement de la régulation en dehors de la ZTD pour les résidences secondaires.

Annexe : carte de couverture réseau mobile d'Orange au 1/07/2015

